

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2015

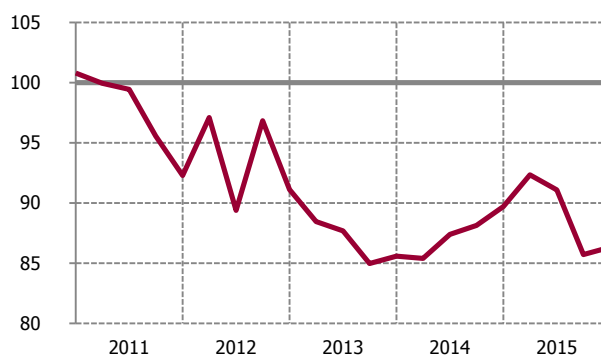
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Un climat des affaires toujours dégradé

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse très légèrement au quatrième trimestre 2015 (+0,6 point) après avoir perdu 5,4 points au trimestre précédent. Son niveau reste bien inférieur à sa moyenne de longue période (-13,7 points).

Ce léger rebond, qui met fin à deux trimestres de dégradation marquée, s'explique principalement par l'appréciation plus favorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé, notamment sur leur volume d'activité et leur trésorerie. Pour le trimestre à venir, les professionnels sont également légèrement moins pessimistes, même s'ils anticipent une baisse de l'activité et des prix pratiqués.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Les principaux indicateurs macroéconomiques émettent des signaux contrastés. Le marché de l'emploi se dégrade, marqué par une demande d'emploi au plus haut depuis dix ans. La consommation des ménages se replie légèrement tandis que l'investissement se maintient. La réduction du déficit des échanges se poursuit, sous l'effet de la baisse des importations et de la progression des exportations.

En termes sectoriels, les entrepreneurs du nickel font état de prévisions d'investissement à la baisse et anticipent une réduction de leurs effectifs, dans un contexte de cours mondiaux durablement dégradés. Les professionnels du BTP bénéficient, eux, de la bonne orientation du financement de la construction privée, mais font état de réponses anormalement basses aux appels d'offres, dans un environnement concurrentiel exacerbé. Les professionnels du tourisme témoignent quant à eux d'une bonne tenue de leur activité.

CONJONCTURE RÉGIONALE : LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ CHINOISE SE POURSUIT

En **Chine**, au quatrième trimestre 2015, la croissance économique s'établit à 6,8 % en glissement annuel, son plus bas niveau depuis 2009, contre 6,9 % au trimestre précédent. Sur l'année 2015, la croissance économique s'élève également à 6,9 % (contre 7,3 % en 2014). Les inquiétudes relatives à l'ampleur du ralentissement économique et le manque de lisibilité de la politique économique chinoise continuent d'influer sur le cours des bourses de Shanghai et de Shenzhen. En revanche, signe encourageant d'un rééquilibrage – encore fragile – de l'économie, les services et la consommation ont pris le relais de l'industrie manufacturière et de l'investissement au cours de l'année 2015. La croissance économique chinoise devrait s'établir à 6,3 % en 2016 selon les prévisions du FMI.

Le **Japon** a vu son activité se contracter de nouveau au quatrième trimestre (-0,4 %). Marquées par les difficultés de l'économie chinoise, les exportations du pays sont en repli (-0,9 %). La consommation des ménages est également en baisse (-0,8 %), traduisant l'échec du gouvernement à en faire un moteur de la reprise. En revanche, l'investissement des entreprises est en hausse (+ 1,4 %). Sur l'année 2015, la croissance reste faible (+0,4 %), mais devrait s'affermir en 2016 selon le FMI, notamment grâce au soutien budgétaire et au recul des cours du pétrole.

En **Australie**, le secteur des matières premières poursuit son repli, le recul de la demande mondiale – notamment chinoise – orientant le prix des exportations à la baisse. La politique monétaire accommodante de la Banque Centrale australienne (RBA) permet de contenir le ralentissement de l'économie. La dépréciation du taux de change apporte un soutien aux exportations australiennes et affermit le dynamisme du secteur des services.

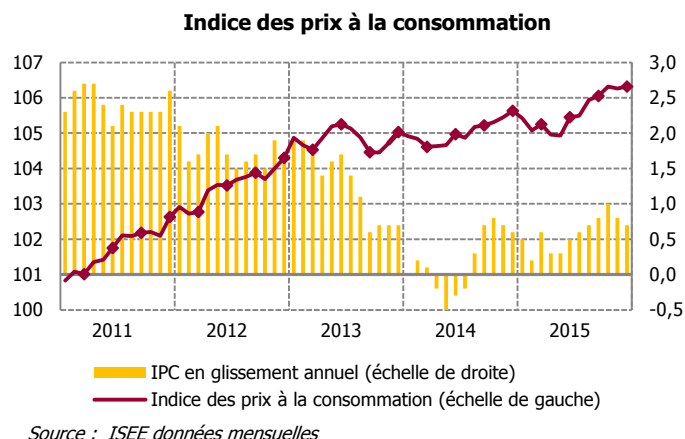
En **Nouvelle-Zélande**, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé en décembre une nouvelle baisse de 0,25 point de base de son taux directeur, qui s'élève désormais à 2,75 %, dans un contexte de ralentissement économique grevé par la baisse des prix à l'exportation de produits clés tels que les produits laitiers et le bois.

Hausse modérée des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,3 % au troisième trimestre 2015, après +0,6 % au trimestre précédent.

Cette faible augmentation résulte essentiellement de la hausse réglementaire des prix du tabac, qui a pleinement produit ses effets au mois d'octobre (+20,4 % sur un mois). Les prix des services et des produits manufacturés progressent faiblement (+0,3 % et +0,1 % respectivement), alors que ceux de l'énergie baissent de 3,5 %.

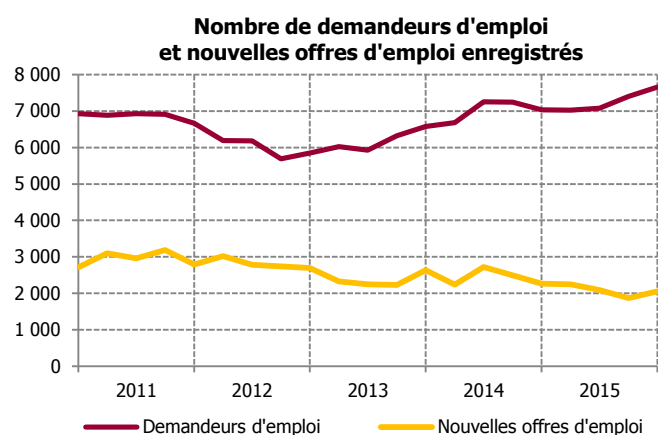
En glissement annuel, le niveau général des prix progresse de 0,7 %, essentiellement sous l'effet de la hausse des prix du tabac, la hausse des prix de l'alimentaire et des services (+1,2 %) étant compensée par la baisse marquée des prix de l'énergie sur un an (-7,5 %).



Fragilisation du marché de l'emploi

Le marché du travail continue à se dégrader au quatrième trimestre 2015. La demande d'emploi progresse de 3,5 % (CVS), après +4,5 % au troisième trimestre, et atteint ainsi son niveau le plus haut depuis dix ans. Parallèlement, le nombre de chômeurs indemnisés (environ un demandeur d'emploi sur trois) se stabilise (+0,2 %, après + 4,4 % au trimestre précédent).

Dans le même temps, le nombre d'emplois salariés continue à stagner (-0,1 %, CVS) ; sur un an, il ne progresse que faiblement (+ 0,9 %). Les nouvelles offres déposées auprès des services de placement (qui ne retracent qu'une partie de l'offre) rebondissent ce trimestre (+9,7 %, CVS), alors qu'elles se tassaient depuis un an. Elles restent cependant globalement faibles.



Léger repli de la consommation

Au quatrième trimestre, les importations de biens de consommation courante se replient de 4,2 % (CVS), portées à la baisse par les biens d'équipement du foyer (-7,1 %), tandis que les importations d'articles d'habillement et de chaussures restent stables (+0,1 %). Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac progressent légèrement (+1,1 %).

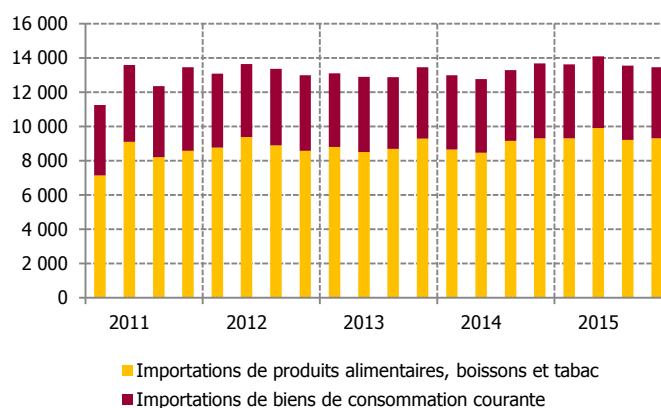
Les immatriculations de voitures particulières neuves sont en baisse de 5,6 % (CVS) après un troisième trimestre favorablement orienté. Sur un an, elles reculent de 13,5 %.

Dans ce contexte, la demande en matière de financement bancaire de la consommation reste faible : la production de crédits à la consommation des ménages perd 3,4 % sur un an.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages sont toujours globalement favorablement orientés : sur un an, les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque reculent de 0,2 % et de 1,0 %, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires augmente légèrement (+0,6 % en glissement annuel).

L'opinion des commerçants interrogés par l'IEOM concernant leur niveau d'activité rebondit légèrement après un troisième trimestre particulièrement affecté par le conflit des rouleurs. Elle reste néanmoins dégradée, à plus de 40 points de sa moyenne de longue période. Les professionnels du commerce font état d'anticipations toujours pessimistes pour le trimestre à venir, notamment sur leur niveau d'activité.

**Importations de biens destinés aux ménages
(millions de F CFP)**



Bonne tenue de l'investissement

Les importations de biens d'équipement professionnel restent bien orientées, avec une hausse de 4,2 % CVS au quatrième trimestre. Les immatriculations de véhicules utilitaires progressent légèrement (+0,4 %), mais restent à un niveau relativement faible par rapport aux trimestres précédents.

Les encours bancaires des crédits à l'investissement des entreprises se stabilisent au dernier trimestre 2015 (+0,2 %, +0,3 % sur un an). Les encours de crédits à la construction progressent quant à eux de 4,3 %.

Les intentions d'investir à un an de l'ensemble des chefs d'entreprise se redressent de 18,6 points, se rapprochant à nouveau de leur moyenne de longue période. Les dirigeants d'entreprise interrogés se disent ainsi moins pessimistes qu'au trimestre précédent. En dehors des secteurs des mines, de la métallurgie et du BTP, les chefs d'entreprises font état d'une amélioration de leurs prévisions d'investissement, particulièrement notable dans les secteurs de l'industrie (hors nickel) et du tourisme.

Réduction du déficit des échanges

Les importations diminuent de 1,4 % au quatrième trimestre, après -1,9 % au trimestre précédent. Ce nouveau recul s'explique par la baisse des importations de produits minéraux (-18,5 %), utilisés notamment par l'industrie du nickel (soufre, fioul) ainsi que par la diminution des importations de matériel de transport (-9,3 %).

Dans le même temps, les exportations se redressent (+5,1 % en valeur), la forte progression des expéditions de minerai de nickel (+54,1 %) et de carbonate de cobalt (+167,2 %) permettant de compenser la baisse des exportations des produits métallurgiques du nickel (-13,4 %).

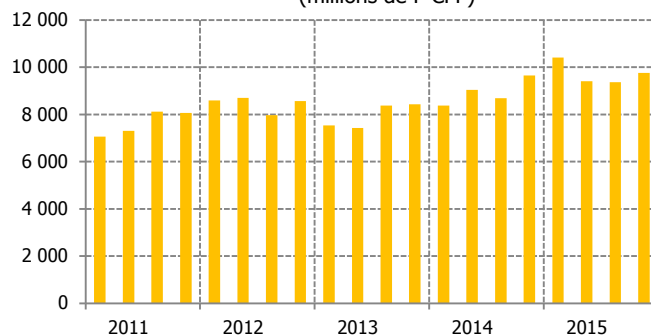
Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale se résorbe de 6,7 %, après avoir diminué de 0,9 % au trimestre précédent. Il s'établit ainsi à 38,0 milliards de F CFP, soit 2,7 milliards de F CFP de moins que pour la période précédente. Le taux de couverture atteint 48,2 % (+3,0 points).

UN SECTEUR NICKEL DÉGRADÉ

L'offre excédentaire qui persiste sur le marché mondial du nickel se traduit par une orientation durable et prononcée des prix à la baisse. Bien qu'en recul ce trimestre (-6,3 %), pour la première fois depuis 2011, les stocks au LME restent ainsi à des niveaux très élevés, et le cours du nickel en dollar US se dégrade une nouvelle fois (-10,6 %, après -18,8 % au trimestre précédent), atteignant ainsi une valeur moyenne trimestrielle de 4,28 \$/lb, son niveau le plus bas depuis 2008. Dans ce contexte défavorable, les professionnels du **secteur des mines et de la métallurgie** interrogés par l'IEOM font état de prévisions d'investissement en baisse, confirmant leurs décisions de suspendre ou reporter certains investissements importants.

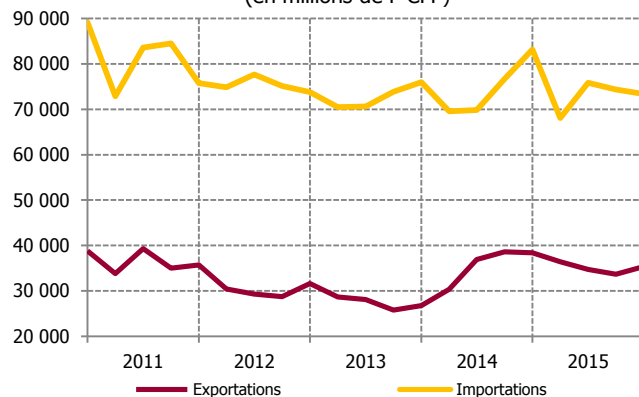
Dans ce contexte pourtant peu porteur, l'extraction minière augmente de 20,1 % en volume sur le trimestre (après -10,0 % au trimestre précédent). Particulièrement volatils, les volumes exportés doublent (+94,6 % par rapport au troisième trimestre), notamment vers le Japon et l'Australie, alors que des autorisations supplémentaires d'exporter ont été délivrées à partir de novembre 2015 par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. En valeur, les exportations de minerai progressent de 54,1 %.

Importations de biens d'équipement (millions de F CFP)



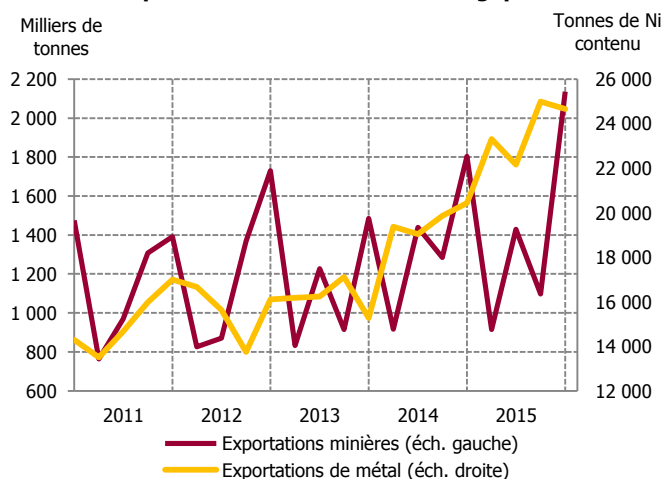
Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Échanges commerciaux (en millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, ISEE

Exportations minières et métallurgiques



Source : DIMENC

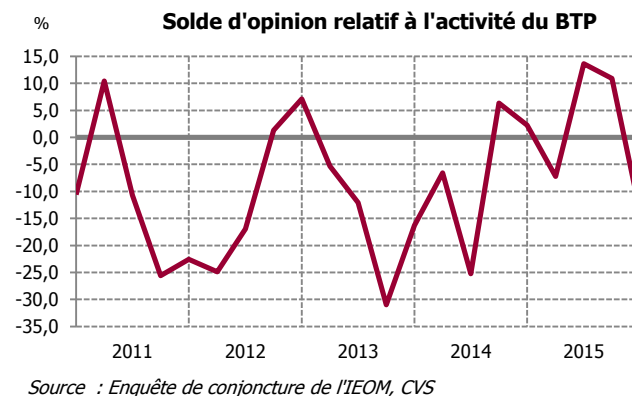
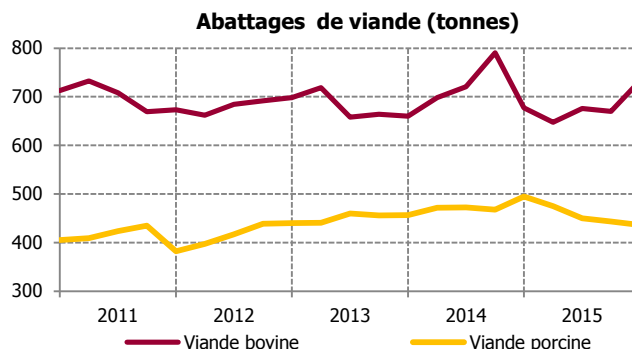
La production métallurgique de nickel augmente de 3,0 % ce trimestre (après +11,4 % au trimestre précédent). Cette évolution est portée par la poursuite de la montée en charge de l'usine du Sud, dont la production (hors carbonate de cobalt) augmente de 21,6 %, et atteint en décembre son niveau mensuel le plus élevé. La hausse globale est également portée par la production de mattes (+26,5 %), qui reste cependant globalement faible. La production de ferronickels continue à reculer (-9,0 %, après -3,7 %). Les exportations de produits du nickel poursuivent globalement leur évolution à la baisse, en volume (-1,4 %) comme en valeur (-13,4 %).

Dans le **secteur primaire**, la production de viande bovine est en hausse ce trimestre (+9,4 % CVS), la sécheresse ayant contraint les éleveurs à anticiper une partie de leurs mises à l'abattage. La production de viande porcine recule (-1,6 %, après -11,9 %), suite à une baisse des naissances et à des problèmes concernant les aliments utilisés par les éleveurs.

Concernant la pêche, les tonnages débarqués par les palangriers augmentent (+3,9 % CVS), alimentant de manière croissante le marché local. Les volumes de thon exportés (environ un quart de la production) chutent de 21,2 %. Les exportations de crevettes baissent ce trimestre (-2,3 %, et -38,0 % sur un an). Celles-ci restent globalement faibles en 2015, du fait de la pénurie de larves en sortie d'écloseries intervenue fin 2014.

L'opinion des professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sur leur activité et leurs effectifs retombe ce trimestre, rompant avec la dynamique favorable de deuxième et troisième trimestres. Certains chefs d'entreprise témoignent de la recrudescence d'offres anormalement basses sur le marché des appels d'offres, tandis que d'autres font état d'inquiétudes renouvelées sur le niveau de la commande publique. Concernant la construction privée, le financement bancaire reste toutefois bien orienté, la production de crédits à l'habitat pour les particuliers et les entreprises progressant respectivement de 34,0 % et 35,8 % sur un an. Pour le trimestre à venir, les professionnels du secteur maintiennent des anticipations globalement défavorables concernant leur volume d'activité ; leurs intentions d'investir se dégradent à nouveau, s'établissant bien en deçà de leur niveau de longue période.

Les professionnels du secteur de **l'hôtellerie et du tourisme** font état d'une stabilité de leur activité, d'une meilleure évolution de leur trésorerie ainsi que de prévisions d'investissement moins dégradées, concomitantes à la stabilisation du nombre de touristes arrivés ce trimestre (-0,3 %, +0,3 % sur un an). Ils anticipent toutefois un trimestre à venir moins favorable, notamment en ce qui concerne l'état de leur activité et l'évolution de leur prix.



ÉCONOMIE MONDIALE : DÉGRADATION DES PERSPECTIVES

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a par conséquent abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Stéphane BOUVIER-GAZ (p.i.) – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer : mars 2016 – Dépôt légal : mars 2016 – ISSN 1968-6277